

Niger : un retrait français sous pression populaire

vendredi 6 octobre 2023, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2023).

Si le retrait des troupes françaises au Niger annoncé par Macron est un cinglant démenti de sa politique belliciste et néocoloniale, il n'abandonne pas pour autant ses mesures revanchardes contre les populations.



Crédit Photo. Mohamad Bazoum. Wikimedia commons

Le 26 juillet, le chef de la garde présidentielle Tiani déposait Mohamad Bazoum et se proclamait président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP).

Les autorités françaises avaient dénoncé ce putsch et s'étaient alignées sur l'aile la plus radicale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) conduite par le Nigérian Bola Tinubu, le Sénégalais Macky Sall et le Béninois Patrice Talon.

Fin de non-recevoir

La Cédéao indiquait qu'une intervention militaire était prête et qu'elle interviendrait à l'issue des échecs des pourparlers diplomatiques visant à libérer le président Bazoum et à le rétablir dans ses fonctions. Au contraire de la plupart des pays africains et occidentaux, la France a déclaré soutenir sans réserve la position de la Cédéao, y compris l'option militaire.

Alors que les putschistes demandaient le départ des troupes françaises et déclaraient persona non grata l'ambassadeur français, Macron a refusé ces demandes au motif de l'illégitimité de la junte.

En liant la question de la légitimité des putschistes et leurs demandes, Macron s'est mis dans un piège qu'il a construit lui-même.

Blocus de la base 101

Ce bras de fer entre l'exécutif français et la junte n'a fait que redorer son blason auprès des populations. Elle est apparue comme la défenseuse de la souveraineté nationale.

Le maintien des troupes françaises au Niger n'était plus défendable dès lors que plus aucune opération conjointe entre les deux armées n'était programmée. L'entêtement des autorités

françaises de maintenir sa présence diplomatique et militaire a été perçu à juste titre comme un affront. C'est ainsi que des milliers de NigérienEs sont restés jour et nuit bloquant le ravitaillement de la base aérienne projetée 101 où stationnaient les militaires français.

Une situation qui allait devenir vite intenable pour les 1 500 soldats. Faute de carburant, d'eau et de denrées, Paris n'avait plus d'autre option que de céder. Ce qui aurait pu être un retrait honorable est devenu une piteuse retraite du fait de la forfanterie de Macron. Une fois n'est pas coutume, on ne peut que le remercier d'avoir affaibli la politique africaine néocoloniale de la France sur le continent.

Mesures méprisables

L'objectif est que l'ensemble des troupes françaises partent avant la fin de cette année. Une vigilance s'impose. Ce délai qui est tout à fait nécessaire compte tenu de l'enjeu logistique, peut être utilisé comme point d'appui à l'intervention militaire de la Cédéao. Une éventualité que l'on ne peut pas écarter totalement au vu de la politique revancharde de Macron.

En effet, la France maintient le blocage des visas pour les ressortissantEs du Sahel, notamment les étudiantEs et les artistes. À l'ère du numérique, la délivrance de visas peut très bien continuer en dépit de la fermeture des ambassades. C'est donc bien une volonté politique de punir les populations. Ce comportement indigne ne s'arrête pas là. La « Coopération SUD » qui regroupe 180 ONG indique que le gouvernement français vient de suspendre les aides au développement pour le Burkina Faso et le Niger. Cette décision gèle les deux cent millions d'euros servant à financer une centaine de projets, pour la plupart liés à la santé, à l'éducation, à l'aide agricole des populations. Pour les ONG : « On assiste depuis quelque temps à un discours qui fait apparaître la conditionnalité de l'aide, conditionnalité à des motifs économiques, diplomatiques, politiques ». Devant une telle régression, la Coopération SUD exige un débat au Parlement sur cette question.

La politique de la France n'est rien d'autre qu'une punition collective contre les populations et mérite une condamnation unanime des organisations progressistes françaises.

Paul Martial

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 677 (05/10/2023). Publié le Mercredi 4 octobre 2023 à 18h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/niger-un-retrait-sous-pression-populaire>